

273 milliards en 8 ans : c'est ce qu'a coûté la Grèce à la zone euro & au FMI



La Grèce vient de recevoir 15 milliards d'euros, dernière tranche de l'aide par ses créanciers de la zone euro, pour ses besoins de financement .Le décaissement a été approuvé par les ministres des Finances de la zone euro , à Luxembourg le 22 juin 2018.

Après le décaissement, la réserve de trésorerie atteindra environ 24 milliards d'euros .

"Cette somme couvrirait environ 22 mois des besoins de financement de la Grèce après la fin du programme le 20 août". La Grèce devrait quitter officiellement la tutelle de ses créanciers -zone euro et Fonds Monétaire International (FMI)- le 20 août 2018. Après cette date la Grèce devra recommencer à se financer seule sur les marchés financiers, après plusieurs années de récession , un programme d'austérité sévère et trois programmes d'aide.

"L'engagement et le travail acharné du peuple grec portent aujourd'hui leurs fruits. La dernière série de réformes achevées par la Grèce comprenait des actions importantes dans le domaine de la politique fiscale, de la lutte contre l'évasion fiscale, des réformes des recettes publiques et la résolution des prêts non performants", s'est réjoui le directeur général du MES.

"La fin du programme d'aide le 20 août sera une étape importante pour le pays.

La Grèce devra maintenant prouver à ses partenaires et aux marchés qu'elle s'est engagée à ne pas inverser les réformes passées et à poursuivre les politiques économiques et budgétaires durables nécessaires à long terme pour devenir une économie robuste qui crée de la croissance et des emplois", a-t-il espéré .

Avec les 15 milliards d'euros , l'aide financière accordée par le MES à la Grèce est de 61,9 milliards d'euros, sur un programme total allant jusqu'à 86 milliards d'euros.

En huit ans et 3 programmes, la Grèce a reçu plus de 273 milliards d'euros de ses créanciers, zone euro et Fonds monétaire international (FMI). En contrepartie, le gouvernement grec a été obligé d'appliquer des centaines de réformes provoquant des manifestations de la population, mais réussissant un assainissement des finances publiques .

source : le patron du Mécanisme européen de stabilité (MES) Klaus Regling.